

Dupont Anne-Laure,
Mayeur-Jaouen Catherine (dir.),
*Débats intellectuels au Moyen-Orient
dans l'entre-deux-guerres*

Aix-en-Provence, *RMMM*, 95-98, avril 2002.

À travers les communications d'une vingtaine de chercheurs, ce numéro de la *Revue des mondes musulman et méditerranéen* entend faire revivre « l'effervescence intellectuelle que connut le Moyen-Orient entre les deux guerres mondiales » (p. 9). L'introduction écrite par ses deux responsables, Anne-Laure Dupont et Catherine Mayeur-Jaouen, tient compte de la réflexion collective des participants et dépeint l'atmosphère passionnée dans laquelle se sont déroulés ces « débats intellectuels ». Elle constitue ainsi une synthèse riche et nuancée des transformations des sociétés du Moyen-Orient à cette époque.

Le Moyen-Orient est ici défini comme un vaste espace qui s'étend de l'Algérie à l'Inde, en passant par la Turquie et l'Asie centrale et dont l'Égypte constitue le cœur. Ce pays fait en effet l'objet du plus grand nombre de communications, signe à la fois des intérêts de la recherche et de la place centrale qu'il occupe au sein du Moyen-Orient. Les débats qui agitent la période de l'entre-deux-guerres sont étudiés à travers différentes publications écrites puisque la plupart des contributions repose sur le dépouillement systématique d'une revue (*La Nation arabe*, *al-Manār*, *al-Fatḥ*, *Minerva*, et plusieurs revues pédagogiques égyptiennes), même si d'autres documents, manifestes, mémorandums, ouvrages littéraires, ont aussi été utilisés. Toutes ces contributions présentent des travaux de première main, à l'exception de deux articles sur l'Inde (M. Gaborieau) et l'Iran (Y. Richard). Ces deux textes sur l'affirmation du nationalisme musulman en Inde et l'attitude des intellectuels iraniens face à la modernisation autoritaire promue par la dynastie Pahlavi apportent d'utiles repères sur des pays dont les évolutions intéressent les intellectuels de Syrie ou d'Égypte.

Comme durant la période précédente, s'ils prolongent la réflexion antérieure sur la réforme de l'État, sur l'occidentalisation, sur les fondements de la nation ou encore sur l'adaptation de l'Islam à la modernité, les débats intellectuels de l'entre-deux-guerres sont aussi nourris par les bouleversements politiques engendrés par la Première Guerre mondiale : la chute de l'Empire ottoman, la révolution russe, de même que l'emprise croissante de l'Occident sur une partie du monde arabe. La question de l'identité reste au cœur des discussions, qu'il s'agisse de l'identité de l'État, de celle de la nation ou de l'individu. Dans cette « quête de soi-même » (J. Berque), l'Islam, l'Occident, l'histoire ou la tradition apparaissent comme autant de repères rejetés ou vantés suivant les points de vue. Entre eux, la société orientale ne peut choisir sans guide. C'est ce rôle d'éclairer que veulent jouer la plupart des penseurs, oulémas, hommes de lettres évoqués dans l'ouvrage. Parmi eux

émerge progressivement la figure de l'intellectuel, homme d'une vaste culture, pédagogue souvent engagé dans la vie publique, qui cherche à réformer la société.

De leurs débats, les auteurs de l'ouvrage ont retenu trois thèmes : l'État et la nation, la réforme de l'Islam et la redéfinition du rôle des oulémas, des lettrés et intellectuels au service de la transformation sociale. Le premier évoque de multiples situations puisqu'il y est question aussi bien des derniers feux que jette le réformisme musulman en Ouzbékistan après la Révolution russe que de la rupture politique entre musulmans et hindous en Inde durant l'entre-deux-guerres. Dans les différents cas, l'Occident et l'Islam servent de références à la construction des identités nationales élaborées par les penseurs étudiés. L'Europe constitue ainsi le modèle revendiqué par l'écrivain turc Ahmad Ağaoğlu dont le manifeste, *Trois civilisations*, offre une version libérale du kémalisme. Selon son auteur, la civilisation européenne l'a emporté sur les civilisations brahmanique et musulmane grâce à la séparation de la religion et du politique et à la reconnaissance de la place des individus, reconnaissance qu'il faut veiller à promouvoir (F. Georgeon). À l'inverse, dans la revue *La Nation arabe*, animée à Genève par Šakib Arslān et Ihsān al-Ğabri de 1930 à 1938, la construction nationale s'élabore en opposition au nationalisme occidental considéré comme agressif (alors que les Arabes n'ont pas de visées conquérantes), perfide et hypocrite, comme en témoigne la duplicité de la politique anglaise à l'égard de Ḥusayn et, plus tard, en Palestine. Ce monde arabe, jeune, épargné par la décrépitude morale qui caractérise l'Occident et qui peut s'enorgueillir de son passé glorieux, est appelé à être le moteur d'un réveil du monde musulman qui s'est éloigné des principes divins (A-C. de Gayffier-Bonneville). De ces différents écrits se dégage une image contrastée de l'Occident souvent présenté sans nuance : les caractéristiques que lui prêtent les différents auteurs servent surtout à nourrir l'idéologie nationaliste qu'ils veulent promouvoir. L'ambiguïté de la relation avec l'Occident apparaît aussi dans le discours nationaliste de Tawfiq al-Madani qui a composé une volumineuse œuvre littéraire. Proche de l'association des oulémas de Ben Badis, mais aussi de revues moins contestataires du pouvoir colonial, il exalte dans ses écrits une nation algérienne « authentique » et essentialisée inscrite dans une histoire qui, tout en chantant la gloire des Arabes, puise ses références et ses méthodes dans la production académique coloniale (J. MacDougall). La seconde partie de l'ouvrage sur la réforme de l'Islam et la redéfinition du rôle des oulémas présente davantage d'unité : excepté une contribution sur les oulémas chiites du Liban-Sud (S. Mervin), tous les textes traitent de l'Égypte. Si l'on retrouve dans chacun d'eux les grands thèmes du réformisme musulman (la décadence de l'Islam, la nécessité d'un retour à un Islam authentique fondé sur le Coran et la Sunna, l'urgence d'une purification doctrinale, ou encore le désir de restaurer la langue arabe), les différentes communications éclairent aussi la diversité

des positions — parfois contradictoires — des réformistes musulmans et les transformations du réformisme durant l'entre-deux-guerres. La plupart des réformistes plaident pour une réforme de la formation des oulémas, et en particulier de l'université d'al-Azhar : cette préoccupation guide le projet du *šayḥ* al-Marāḡi (F. Costet-Tardieu). D'autres questions font en revanche l'objet de débats comme le culte des saints justifié par le *šayḥ* Muḥammad Ḥasanayn Maḥlūf. S'il émet des réserves sur de nombreuses pratiques soufies (*dīkr*, *mawlid*), il se refuse à condamner les confréries au nom de l'intercession des saints, justifiée par le Coran et les *ḥadīth* et dont l'efficacité a maintes fois fait ses preuves (R. Chih). Il s'oppose sur cette question à bien d'autres réformistes comme Rašid Riḍā qui, dans sa revue *al-Manār*, n'y voit que des pratiques superstitieuses, opposées à la vraie foi et encourageant l'ignorance et le fatalisme des populations. La condamnation du culte des saints fait partie des arguments qu'il avance pour défendre le wahhabisme dans ses polémiques avec les oulémas d'al-Azhar et promouvoir l'Arabie Saoudite comme modèle pour l'Égypte. Un autre sujet de discorde porte sur le rôle de l'Islam dans la politique. À l'opposé de la revue d'al-Azhar, *Nūr al-Islām*, qui se veut apolitique, Rašid Riḍā affirme que l'Islam est une « religion politique » et sa revue prend position par exemple sur la politique musulmane de la France en Afrique du Nord (N. Elissa-Mondeguer).

L'article consacré à la revue *al-Faṭḥ* permet en outre de faire le lien entre ce réformisme conservateur, mais encore restreint aux milieux intellectuels, et les mouvements de masse qu'incarnent les Frères musulmans dont l'association fut fondée en 1928. Créée en 1926 par Muḥibb al-Dīn al-Ḥaṭīb (1886-1969), éditeur d'origine syrienne, émigré en Égypte après l'instauration du mandat français, cette revue laisse moins de place à la réflexion et entend mener un « combat pour Dieu », pour la réforme de l'Islam et contre l'influence occidentale. Le monde musulman y est présenté comme une « forteresse assiégée » (p. 234), menacée par l'occidentalisation croissante de l'Orient qui trouve des relais en Orient lui-même, en Turquie, en Afghanistan (dont la reine se dévoile en public en 1928 à Monte-Carlo), mais aussi en Égypte comme l'indiquent, aux yeux des rédacteurs de la revue, les faveurs dont jouissent les chrétiens, ou le mouvement de dévoilement de la femme égyptienne, de moins en moins confinée dans son intérieur. Pour lutter contre ces évolutions pernicieuses et menaçantes, *al-Faṭḥ* encourage la réforme d'al-Azhar, la propagande missionnaire, et évoque la création d'un parti religieux. En 1927, se crée au Caire l'Association des Jeunes musulmans sur le modèle de la YMCA qui s'étend rapidement en Égypte et au-delà de ses frontières. Cette association témoigne du désir nouveau de toucher les masses. Comme *al-Faṭḥ*, elle constitue une étape essentielle entre la *salafiyya* (à laquelle appartient *al-Manār*) et la néo-*salafiyya*, incarnée par les Frères musulmans qui la jugent encore trop académique et respectueuse des oulémas traditionnels (C. Mayeur-Jaouen).

Ces polémiques sur l'Islam relèvent d'une réflexion plus large sur les transformations sociales que veulent condamner, ou au contraire promouvoir, les protagonistes de ces débats intellectuels. À l'instar des partisans d'une réforme d'al-Azhar, différentes revues pédagogiques, publiées au Caire durant l'entre-deux-guerres, témoignent de la volonté d'éduquer la société. Ces publications spécialisées, rédigées pour et par des enseignants, s'efforcent de vulgariser, grâce à des traductions notamment, les nouvelles méthodes didactiques occidentales (comme la méthode Montessori). Elles sont aussi engagées dans la défense du statut des enseignants qui recouvre des situations très diverses dans l'Égypte de l'entre-deux-guerres. Moins bien considéré que celui des autres professions modernes (avocats, médecins), ce statut est désormais menacé par la crise économique des années trente qui entraîne l'augmentation du chômage des diplômés. Pointe alors un sentiment d'amertume chez tous ceux qui avaient placé leurs espoirs dans un enseignement vecteur de progrès individuel et social (I. Farag).

Ce doute face au pouvoir de l'instruction n'effleure pas Aḥmad Amin (1886-1954), homme de la réforme, qui a l'ambition d'éduquer la société. Fort de sa double formation, traditionnelle et moderne (al-Azhar, École de la magistrature *šar'ī*, apprentissage de l'anglais), il se définit comme un orfèvre composant un alliage entre la civilisation européenne et la société orientale (E. Perrin). D'autres revues se donnent implicitement le même objectif, comme la revue féminine *Minerva* qui paraît de 1923 à 1927 à Beyrouth. Éditée par une femme de la bourgeoisie grecque-orthodoxe de cette ville, Marie Yanni, cette publication témoigne de la transformation de la place de la femme dans la société et de l'importance accordée à ce sujet par les auteurs réformistes. *Minerva* se veut aussi « un guide » et un « éveilleur des consciences » (p. 392). Sous la plume de Ġibrān Tuwayni, elle met en garde la femme orientale contre l'imitation servile des mœurs occidentales. L'abandon de l'arabe est vertement condamné, de même que tout ce qui pourrait conduire à éloigner la femme chrétienne (coupée de ses racines) de la femme musulmane. L'émancipation féminine n'y est donc pas encouragée : la revue se contente de prôner l'instruction des femmes et la reconnaissance de leur rôle de mère. Ce sont elles qui forment les futurs citoyens. C'est à elles qu'une revue au service de la cause arabe comme *Minerva* s'efforce d'inculquer un patriotisme de bon aloi (A-L. Dupont et S. Slim). La revue incite aussi ses lectrices à promouvoir l'économie locale. Elle illustre ainsi la place de l'économie, à côté de celle de l'éducation, chez les penseurs de la Nahḍa, dont le mouvement « l'Égyptien pour l'Égyptien » lancé par l'intellectuel copte Salāma Mūsā offre un autre exemple. En 1930, cet ardent partisan de l'occidentalisation prône le boycott des produits étrangers au nom de la défense des intérêts nationaux de l'Égypte menacés, selon lui, par l'occupation britannique et par la présence d'une forte communauté syro-libanaise dans ce pays. Sa campagne rencontre un vif succès dans

un pays soumis à la domination coloniale et où les effets de la crise de 1929 commencent à se faire sentir. Quelques mois après son lancement, ce mouvement est victime d'une campagne de presse orchestrée par *al-Hilāl*, maison de presse détenue par la famille Zaydān, originaire de Beyrouth, qui accuse Salāma Mūsā de collaboration avec le gouvernement. Devant l'incompréhension de ses troupes, Salāma Mūsā est contraint de se retirer et son mouvement s'éteint rapidement. Paradoxe de l'histoire, il est aujourd'hui considéré comme un intellectuel copte auquel on reproche d'être un étranger (D. Monciaud).

L'extension géographique retenue ici, si elle donne parfois le vertige, présente cependant l'avantage de briser le face-à-face entre l'Occident et l'Orient et de souligner la circulation des idées au sein de ce vaste espace : celles de Gandhi ont inspiré Salāma Mūsā, la revue *al-Manār* est lue jusqu'en Inde, à Java, en Russie, tandis que, dans l'autre sens, les écrits de Mawdūdī, qui réhabilitent le combat musulman et tracent les grandes lignes d'un État musulman séparé de celui des Hindous, font partie des sources d'inspiration de Sayyid Quṭb. Dans ce Moyen-Orient s'esquisse enfin une polarisation politique où émergent la Turquie kémaliste, l'Arabie Saoudite ou l'Iran, tout à tour vantés ou décriés.

L'ouvrage porte volontairement sur une courte période dont il met bien en lumière les traits essentiels. Plusieurs communications s'efforcent aussi de replacer l'entre-deux-guerres dans un cadre chronologique plus large, pour souligner les inflexions de cette période par rapport à la précédente ou la portée de ces débats aujourd'hui. La vie et la pensée de Culpan, auteur ouzbek condamné à mort en 1937, témoigne par exemple de la vitalité des cercles réformistes musulmans en Asie centrale après la révolution soviétique et jusqu'aux grandes purges stalinienne. Dans ses écrits, l'Islam reste un des fondements du nationalisme qui s'exprime cependant de plus en plus en termes ethniques, tandis que le régime soviétique est perçu comme le continuateur du pouvoir colonial russe (St. Dudoignon). Les mises en garde de Rašid Riḍa contre un Islam sclérosé et contre l'imitation servile de l'Occident, si elles n'ont pas rencontré un grand succès à l'époque, bénéficient aujourd'hui d'un grand écho.

Un autre intérêt de cet ouvrage réside dans la place qu'il accorde, au-delà des idées, aux hommes qui les défendent, personnages notoires de la scène intellectuelle ou anonymes membres d'une association. Plusieurs protagonistes de ces débats, hommes politiques ou leaders d'une association, ont assumé des engagements dans la vie publique au-delà de leur activité intellectuelle. À travers leur engagement se dessinent aussi les transformations de la société du Moyen-Orient où de nouveaux acteurs apparaissent, comme les femmes, et plus encore la jeunesse qui nourrit de son dynamisme des associations qui font concurrence aux partis politiques traditionnels.

Il ressort de la lecture de cet ouvrage l'impression d'une profusion et d'un foisonnement d'idées et de polémiques, exprimées parfois avec une réelle violence. La récurrence des thèmes et la démarche suivie par de nombreuses contributions (dépouiller une revue) confère cependant une forte unité à l'ensemble, dont l'organisation et le contenu parviennent parfaitement à faire revivre la fièvre de l'entre-deux-guerres et à rendre compte de la richesse de ses débats.

Chantal Verdeil